

## Déclaration de déli Lénk sur l'Union Européenne

### Refonder l'Union Européenne !

La crise dans laquelle nous nous trouvons ne nous vient pas seulement d'Amérique. Les politiques néolibérales menées par l'Union Européenne y ont largement contribué. Il faut bien nommer les choses par leur nom ! L'effondrement du système financier, qui sert de prétexte aux licenciements massifs actuellement en cours, n'est pas tant l'œuvre de quelques traders véreux que d'une politique générale de déréglementation et de libéralisation de l'économie. Cette politique a prévalu au cours des deux dernières décennies, délaissant les valeurs sociales au nom de la concurrence libre et non faussée, ordonnant la privatisation des services publics, encourageant les délocalisations et le dumping social. Et c'est exactement cette politique qui est inscrite dans le traité de Lisbonne que, malgré son rejet démocratique, l'on tente de nous imposer de force. La politique menée par l'Union Européenne n'est plus crédible !

Il faut refonder l'Union, la démocratiser et faire table rase du sacro-saint principe de la concurrence libre et non faussée, prônée par la stratégie de Lisbonne, qui cause l'appauvrissement galopant des salariés européens. Déli Lénk est en faveur du renforcement de l'Union politique, à condition que cette Union soit démocratique et respectueuse des droits politiques et sociaux acquis à l'échelle des États.

#### 1. Pour une Europe démocratique

Une Europe sociale est seulement possible au sein d'une Europe démocratique. Car si l'UE peut actuellement mener une politique néolibérale, cela est avant tout dû à l'irresponsabilité de ses dirigeants, qui ne sont, s'agissant du Conseil et de la Commission, pas directement élus à leurs postes. Car les référendums de 2005 et de 2008 l'ont bien montré : si on les laisse décider par eux-mêmes, la plupart des Européens ne veulent pas d'une Europe à la sauce néolibérale. Or c'est précisément cela que les dirigeants politiques veulent empêcher à tout prix en prônant le maintien du système institutionnel et idéologique actuel, complété par quelques changements mineurs contenus dans le Traité de Lisbonne. Fondé sur la confusion des pouvoirs, la multiplication des instances de décision et l'absence de responsabilité des décideurs, ce système institutionnel est en effet le rêve de tout politicien soucieux d'échapper à l'emprise des électeurs, car il lui permet d'agir comme bon lui semble sans jamais être sanctionné. José Manuel Barroso est en difficulté au Portugal à cause de ses politiques néolibérales et de son soutien à la guerre en Irak ? Il appelle ses pairs européens pour se faire nommer Président de la Commission. Jean-Claude Juncker et Luc Frieden veulent libéraliser la Poste ? Ils disent que c'est « Bruxelles » qui en a décidé ainsi. Les gouvernements européens et la Commission veulent réintroduire la directive Bolkestein édulcorée par le Parlement ? Ils renvoient la balle à la Cour de Justice européenne qui, fidèle à sa jurisprudence ultralibérale, s'exécute. Cette manière de procéder est incompatible avec tous les principes démocratiques les plus élémentaires.

Il faut se rendre à l'évidence : l'Union Européenne n'est plus une simple organisation internationale chargée d'administrer un marché commun. C'est un espace politique de près de 500 millions d'habitants, dont elle régit la vie quotidienne de manière de plus en plus perceptible. Les deux tiers des textes votés par les parlements nationaux sont d'origine européenne. Notre monnaie est européenne. Nos minima sociaux en matière de temps du travail sont fixés par une directive communautaire. Le problème n'est pas que tant de décisions se prennent au niveau européen, car faire partie de ce grand ensemble permet théoriquement aux États de mieux protéger leurs populations contre les retombées négatives de la mondialisation. Le problème est que beaucoup de ces décisions, malgré leur importance, n'ont aucune légitimité démocratique.

57 Il n'y a pas de temps à perdre : il faut démocratiser l'Union. Cela passe avant tout par le  
58 Parlement qui, en sa qualité de seule institution communautaire dont les membres sont élus au  
59 suffrage universel direct, doit pouvoir dominer le jeu politique européen. Il est indispensable  
60 de lui conférer le pouvoir de faire et de défaire la Commission, de proposer des lois, de  
61 sanctionner l'activisme souvent excessif de la Cour de Justice et d'exercer un pouvoir de  
62 contrôle sur la Banque Centrale Européenne. Pour ce faire, il faudra d'abord changer les  
63 traités sur lesquels repose l'actuel système communautaire et qui lui tiennent lieu de loi  
64 fondamentale. Et c'est prioritairement au Parlement européen, seul représentant légitime des  
65 peuples au niveau européen, que doit incomber cette tâche, après une large consultation  
66 populaire.

67  
68

## 69 2. Pour une Europe sociale

70

71 Une Europe sociale est possible à condition de fondamentalement remettre en cause la  
72 manière dont le droit communautaire fonctionne. Aujourd'hui, ce droit est instrumentalisé  
73 pour mettre en œuvre des politiques néolibérales, entraînant délocalisations et dumping social.  
74 Ainsi, le principe de « concurrence libre et non faussée » est invoqué pour progressivement  
75 libéraliser, puis privatiser des services publics comme les chemins de fer ou la poste. Les  
76 quatre « libertés communautaires » (libre circulation des marchandises, des services, du  
77 capital, et des personnes) sont systématiquement utilisées par la Commission et la Cour de  
78 Justice Européenne pour démolir coup après coup les législations sociales, les conventions  
79 collectives et les libertés syndicales en vigueur dans les États membres. Sous prétexte que les  
80 questions sociales ne font pas partie de ses compétences, la Cour de Justice Européenne, au  
81 lieu de se déclarer incompétente, a développé une jurisprudence profondément biaisée en  
82 faveur des grandes entreprises, appliquant une logique ultralibérale au détriment des droits des  
83 salariés.

84

85 Une autre cause des politiques antisociales menées au sein de l'UE se situe au niveau de la  
86 Banque Centrale Européenne. Échappant à toute forme de contrôle politique en raison de son  
87 indépendance, son action se limite à une lutte obsessionnelle contre l'infraction. D'autres  
88 considérations, pourtant prises en compte par d'autres banques centrales en dehors de  
89 l'Europe, comme le chômage ou la baisse du pouvoir d'achat des salariés, sont royalement  
90 ignorées par ses gouverneurs irresponsables.

91

92 La politique actuelle de l'UE pénalise également les salariés des nouveaux États membres. En  
93 effet, principale réponse des institutions communautaires aux disparités économiques et  
94 sociales entre les anciens et les nouveaux pays membres a été de soutenir le nivellement vers  
95 le bas par le libre jeu du marché et l'application du principe Bolkestein. Au nom de la théorie  
96 contestée des « avantages comparatifs », les pays d'Europe de l'Est ont ainsi été incités à  
97 baisser leurs recettes fiscales et leur protection sociale pour attirer les investisseurs étrangers.  
98 Vu l'ineptie de ces procédés, certains d'entre eux se retrouvent aujourd'hui au bord de la  
99 faillite, avec des taux de chômage en constante progression, contraints de quémander des  
100 aides supplémentaires à Bruxelles ou au FMI.

101

102 Il faut mettre un terme à la logique de l'harmonisation vers le bas. Le principe Bolkestein doit  
103 être enlevé des textes européens pour garantir l'égalité entre travailleurs migrants et locaux.  
104 La directive sur le détachement doit être revue et corrigée pour que les normes minimales  
105 soient clairement fixées et les droits des travailleurs respectés. Déi Lénk est pour un  
106 réajustement des salaires et des retraites vers le haut, effectué progressivement à partir de  
107 l'instauration d'un salaire minimum européen. Comme cela ne pourra se faire sans une  
108 mobilisation importante de ressources publiques, une harmonisation progressive des  
109 législations nationales en matière fiscale s'impose aussi. Seule une telle harmonisation  
110 permettra de combattre de manière efficace l'évasion fiscale, actuellement favorisée par le  
111 maintien du secret bancaire dans certains pays membres de l'UE. À terme, la semaine des 35  
112 heures, sans diminution de salaire et avec embauche proportionnelle et obligatoire, doit être  
113 appliquée au niveau européen. L'ensemble de ces droits seront garantis par un instrument  
114 communautaire à valeur juridique contraignante, afin d'empêcher leur remise en question

115 ultérieure par la Cour de Justice Européenne. Cet instrument devra également permettre la  
116 démocratisation de l'économie, notamment en développant le droit de grève et en renforçant  
117 la participation des salariés à la prise de décision au sein des entreprises.  
118

119 La Banque Centrale Européenne, quant à elle, devra être soumise au contrôle politique du  
120 Parlement européen et du Conseil. Sa mission devra être redéfinie de manière à prendre en  
121 compte des données économiques et sociales essentielles telles le chômage et le pouvoir  
122 d'achat des salariés. Le Pacte de stabilité, constamment invoqué par la BCE et la Commission  
123 européenne pour condamner les politiques sociales des États membres, doit être remplacé par  
124 un Pacte de la croissance, de la sécurité sociale et de la protection de l'environnement.  
125

126 Déi Lénk, ensemble avec les partis réunis au sein de la Gauche Unie Européenne et le parti de  
127 la Gauche Européenne, s'engage à développer la justice sociale et se porte garante des acquis  
128 sociaux obtenus par les luttes des salariés.  
129

130

### 131 **3. Pour une Europe solidaire**

132

133 La stratégie de Lisbonne, fondée sur la libre concurrence, visant à faire de l'Europe  
134 l'économie la plus compétitive au monde et un pôle en matière de recherche technologique  
135 traduit une vision arrogante et euro-centrée du monde. S'il est vrai que la recherche  
136 scientifique doit être renforcée et qu'il faut diversifier l'économie, cela ne peut se faire au  
137 détriment des pays tiers. Une Union européenne qui se veut être à l'avant-garde d'un monde  
138 plus juste doit adopter une stratégie fondée sur les valeurs de solidarité et de coopération, et  
139 non pas sur des principes compétitifs et concurrentiels..

140 Le dumping social appliqué à l'intérieur de l'Union même désolidarise les populations  
141 européennes en mettant en concurrence travailleurs et salariés. Si en théorie la libre  
142 circulation des personnes permet aux individus de choisir librement où ils veulent vivre et  
143 travailler, elle simplifie en pratique surtout les démarches d'acquisition de main d'œuvre bon  
144 marché pour les entreprises. Pour que les salariés européens puissent défendre leurs droits  
145 face au patronat, leur unité et solidarité sont indispensables. Elles ne peuvent être acquises  
146 que sous la condition d'une harmonisation vers le haut des minimas sociaux. Dans cette  
147 logique, déi Lénk estime qu'il faut renforcer les organisations syndicales et garantir leur  
148 pouvoir d'action. Les syndicats sont en effet la base et la condition de la solidarité entre les  
149 travailleurs et les garants de l'intégration de ces derniers dans le dialogue social au sein des  
150 entreprises.  
151

152 La crise alimentaire qui est passée sous silence depuis que la crise financière a pris le dessus  
153 dans les discours politiques est elle aussi le résultat de la politique euro-centrée menée au sein  
154 de l'Union. La politique agricole commune (PAC), doit être réformée en profondeur en  
155 prenant en considération la situation agricole mondiale et les relations commerciales avec les  
156 pays dits en voie de développement. Il est inadmissible que les pays européens, par la voie de  
157 leurs entreprises, continuent à traiter les pays du Sud comme au temps des colonies.

158 Sur le plan financier, les programmes structurels d'ajustement de la Banque mondiale et du  
159 FMI doivent être revus et la dette des pays pauvres doit être annulée pour leur permettre  
160 justement de dépasser la pauvreté.  
161

162

163

### 164 **4. Pour une Europe écologique**

165

166 La crise du système n'est pas seulement d'ordre financier, économique et social, mais aussi  
167 écologique, alimentaire et énergétique. La consommation à tout va dans les pays dits  
168 développés en est une des causes principales. Il existe un lien indissociable entre le mode de  
169 consommation des plus aisés et la destruction de la planète.

169 Une grande partie des initiatives actuellement menées pour lutter contre la destruction  
170 écologique vise les ménages et les individus. D'autre part, les recherches se font pour  
171 l'essentiel sur le niveau technologique, réduisant ainsi les responsabilités de l'action humaine

172 collective. Or, une vraie politique écologique ne peut se faire que dans la collectivité et par les  
173 hommes. C'est la société entière qui est responsable pour la sauvegarde de la planète.  
174 La réduction de la consommation effrénée en Europe, aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon  
175 est une condition préalable à toute tentative sérieuse de faire face à la catastrophe écologique.  
176 Les modes de vie occidentaux qui reposent sur la consommation sans limites, sur le jetable,  
177 sont à l'origine de la destruction de la nature dans les pays dits en voie de développement. Les  
178 déforestations qui bouleversent le développement naturel de notre planète, que ce soit pour la  
179 production de meubles bon marché ou pour créer des plantations monoculturelles destinées à  
180 produire des aliments à bas prix, sont de notre responsabilité. Il est évident que nous devons  
181 transformer nos sociétés de consommation en sociétés responsables et respectueuses de la  
182 terre et des hommes qui les entourent.

183  
184 Les normes environnementales et de développement durable doivent être relevées au niveau  
185 européen pour pouvoir sauvegarder la biodiversité, garante d'un environnement équilibré pour  
186 les générations futures. Déi Lénk dit non à l'énergie nucléaire, décrite comme propre, mais  
187 qui en réalité produit des quantités considérables de déchets radioactifs dont l'impact  
188 écologique à long terme ne saurait être sous-estimé.  
189 Il faut que l'UE applique une politique volontariste en matière de recherche sur la production  
190 d'énergies alternatives et renouvelables, ainsi que sur la réduction de la consommation  
191 d'énergie. Les politiques actuelles pour relancer la consommation, notamment celles  
192 soutenant la branche automobile, ne tiennent pas compte ces nécessités.. Si l'idée est  
193 louable du point de vue de la sauvegarde de l'emploi, ces décisions sont cependant  
194 irresponsables dans l'optique d'une politique de développement durable.

195  
196

## 197 **5. Pour une Europe de la paix**

198  
199 Lorsque les promoteurs de l'Europe actuelle n'ont plus d'arguments pour justifier la dérive  
200 néolibérale en cours et appeler les peuples européens à se prononcer pour le traité  
201 constitutionnel ou de Lisbonne, ils nous rabattent les oreilles avec l'idée de l'Europe comme  
202 garante de la paix. Nous ne contestons nullement que la réconciliation des peuples constitue  
203 un acquis majeur de la construction européenne ; en revanche, le Traité de Lisbonne exige le  
204 « renforcement progressif des capacités militaires des États ». Cela est d'autant plus grave  
205 qu'on les oblige en même temps à réduire leurs dépenses en matière sociale. .

206 La dissolution de l'OTAN est une revendication de déi Lénk, et à défaut de pouvoir dissoudre  
207 cette alliance, les pays membres de l'Union européenne doivent en sortir. Si dans le futur  
208 l'Union veut se targuer d'être le champion de la paix, elle doit inventer un autre modèle que  
209 celui de la supériorité militaire. L'inféodation militaire, et par là politique, aux Etats-Unis  
210 d'Amérique, illustre les complexes d'infériorité des dirigeants européens actuels. Plutôt que  
211 d'imiter la politique militariste des Etats-Unis d'Amérique, déi Lénk les pays de l'Union  
212 devraient dépenser leurs budgets militaires à des fins de cohésion sociale et de politiques  
213 solidaires.

214 Au lieu de soutenir par sa politique de défense la logique du réarmement, l'Union, avec sa  
215 vocation affichée de propager la paix, a comme devoir d'appeler au désarmement.

216  
217

## 218 **6. Pour une Europe ouverte**

219  
220 Les dirigeants sont en train de construire une Europe Forteresse. La politique de  
221 l'immigration de l'UE ne concerne que des élites, des cadres et des travailleurs qualifiés dans  
222 certains secteurs spécifiques. Ce principe de l'immigration choisie, selon les besoins  
223 économiques de pays membres de l'Union, ne correspond pas à notre conception de  
224 l'immigration. déi Lénk ne peut en aucun cas soutenir le projet d'instauration de la « Blue  
225 Card », car il est inadmissible que ce soient les lois du marché qui décident de la mobilité de  
226 l'individu. Toute personne doit avoir le droit de choisir où elle veut vivre et travailler.

227 La police privée Frontex qui sillonne la Méditerranée à la recherche des soi-disant immigrés  
228 illégaux doit être démise de ses fonctions. Une Europe qui part à la chasse de gens qui  
229 risquent leur vie avec l'espoir de jours meilleurs n'est pas une Europe de la paix, et encore

230 moins des droits de l'Homme. Qualifier un individu d'illégal est d'ailleurs déjà une aberration  
231 en soi. La construction de camps aux frontières de l'Europe où s'entassent des gens qui  
232 espèrent rejoindre l'Europe pour y vivre en dignité est une honte.  
233 déi Lénk s'engage à appliquer une politique qui respecte les droits de l'homme et donc le  
234 droit de migrer. Il faut particulièrement en temps de crise porter une attention spécifique aux  
235 phénomènes migratoires. Il s'ajoute aux migrations de la faim et à celles liées à la destruction  
236 écologique, les migrations directement liées à la crise financière. Dans les pays dits du Tiers  
237 Monde, plus en plus de personnes s'entassent dans les faubourgs pourris des grandes  
238 agglomérations où ils sombrent dans la précarité et d'où l'émigration devient la seule issue  
239 possible. Une Europe de gauche refuse cette misère. Déi Lénk propose d'augmenter l'aide au  
240 développement en soutenant les projets locaux, alternatifs et durables dans les pays  
241 d'émigration pour que la migration ne soit plus la seule issue.  
242  
243

### 244 **Une réponse européenne à la crise ? Refonder l'Europe !**

245  
246 Face à la crise, les dirigeants de l'Union européenne semblent plus désunis que jamais et  
247 agissent en ordre dispersé, comme l'hétérogénéité des différents plans de relance nationaux  
248 l'illustre. Le manque de conditionnalité à imposer aux banques et entreprises sauvées par  
249 l'argent de l'Etat est une aberration, les contreparties demandées sont ridicules par rapport à  
250 l'étendue des dégâts. Au lieu de proposer une alternative réellement européenne, unie et  
251 progressiste, on assiste à un repli sur soi, à la tentation du protectionnisme aveugle.  
252 Aujourd'hui plus que jamais nous avons besoin d'une politique économique européenne. Or  
253 celle-ci ne saurait être fondée sur des instruments aujourd'hui dépassés comme le Pacte de  
254 stabilité. Ce qu'il nous faut en revanche, c'est une Union européenne et des États qui  
255 n'hésitent pas à intervenir dans l'économie, rétablissant ainsi la prééminence du politique sur  
256 le marché. Ce nouvel interventionnisme démocratique devra notamment interdire les  
257 parachutes dorés, stock-options et autres rémunérations excessives des patrons, tout en  
258 augmentant le pouvoir et les droits des salariés au sein des entreprises. Dans certains secteurs  
259 stratégiques, comme l'énergie et les services publics, des mesures de nationalisation  
260 s'imposeront, y compris au niveau européen.  
261 Face à la crise, face aux politiques actuelles qui contribuent à renforcer les inégalités en  
262 Europe avec la privatisation des profits et la socialisation des pertes, il faut s'engager pour  
263 une refondation de l'Union européenne sur des bases sociales, démocratiques et solidaires.  
264 Pour déi Lénk, cette refondation doit passer par le Parlement européen, réuni en assemblée  
265 constituante sous l'œil vigilant des populations. déi Lénk veut refonder l'Union européenne  
266 en incluant dans le débat les populations européennes qui sont les premières concernées. La  
267 construction du haut vers le bas en est à ses limites. L'Union Européenne a besoin d'une  
268 constitution qui permette de remettre en cause les traités existants et de réviser toutes les  
269 directives et dispositions néfastes adoptées jusqu'à présent, tout en garantissant l'unité de  
270 l'Union.  
271